

**conférence d'états africains
sur le développement
de l'éducation en Afrique
Addis-Abéba 15-25 mai 1961**

rapport final

**nations unies
commission économique
pour l'Afrique**

**organisation
des nations unies
pour l'éducation,
la science
et la culture**

CHAPITRE V

RECOMMANDATIONS

La Conférence d'Etats africains sur le développement de l'éducation en Afrique a soumis à un examen approfondi et détaillé diverses questions importantes. Elle a analysé de façon pénétrante les exigences du développement économique et social de l'Afrique relatives à l'enseignement. Elle a étudié l'interaction entre l'éducation et l'économie, et elle a affirmé que l'octroi d'une aide financière de grande envergure en vue de faciliter les progrès de l'éducation en Afrique constituera un investissement hautement productif tant pour les Etats africains que pour les institutions extérieures. Elle a pris acte de la nécessité d'améliorer les programmes et le matériel d'enseignement à tous les niveaux.

La Conférence a souligné qu'il est urgent et indispensable de planifier l'extension de l'enseignement dans le cadre des programmes nationaux de développement économique et social. Elle a accepté des plans de base relatifs au développement de l'éducation en Afrique, et elle a évalué le coût probable de ces plans, tant à court terme qu'à long terme. Conscients du fait que les ressources sont insuffisantes à l'heure actuelle, et le resteront pendant une vingtaine d'année, les Etats africains se rendent compte qu'il leur est impossible de financer eux-mêmes entièrement la mise en oeuvre de ces plans. Ils savent que pour atteindre leurs buts, ils auront besoin d'une aide étrangère dont l'ampleur ira croissant pendant dix ans et diminuera ensuite pendant les dix années suivantes. Ils accueilleront donc volontiers l'assistance internationale qui leur sera nécessaire.

A la lumière de ces délibérations et décisions d'une grande portée, la Conférence d'Etats africains présente les recommandations ci-dessous.

A. APPEL AUX ETATS MEMBRES

La Conférence d'Etats africains sur le développement de l'éducation en Afrique,

Considérant que le progrès économique et social et le développement de l'éducation sont indissolublement liés,

Considérant qu'il résulte des travaux de la Conférence que les besoins des pays africains en matière d'éducation sont considérables et que les efforts à déployer pour mettre en oeuvre les programmes d'éducation que la Conférence a adoptés en vue du développement économique des pays intéressés dépassent les ressources normales actuelles de ces pays,

Considérant que les effets de ces programmes d'éducation sur le développement économique et sur l'accroissement des ressources des pays intéressés ne pourront se manifester qu'après d'importants délais,

Constatant dans ces conditions que la mise en oeuvre des décisions de la Conférence exige l'intensification des efforts des pays intéressés et l'obtention par eux d'une aide extérieure massive,

Considérant que la Conférence générale de l'Unesco a, par sa résolution 1.2321 (onzième session) invité les Etats membres et Membres associés d'Afrique de l'Organisation à demander l'assistance des organisations internationales et régionales

appropriées et à utiliser en les coordonnant le mieux possible toutes les ressources mises à leur disposition pour développer l'enseignement, et qu'elle a par la même résolution invité les Etats membres des régions autres que l'Afrique à offrir directement ou par l'intermédiaire de l'Unesco une aide financière et technique aux pays d'Afrique pour le développement de leurs systèmes d'enseignement,

Rappelant que, conformément à la résolution 8. 62 adoptée par la Conférence générale de l'Unesco à sa onzième session, le Directeur général de l'Unesco a "communiqué au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies ainsi qu'aux chefs responsables des organismes financiers compétents des Nations Unies et à ceux des Institutions spécialisées l'opinion mûrement réfléchie de l'Organisation que l'assistance aux projets concernant l'éducation tant générale que technique devrait bénéficier de la même attention que l'aide au développement économique des pays insuffisamment développés",

Rappelant, d'autre part, que l'Assemblée générale des Nations Unies a, à diverses reprises et en particulier lors de sa quinzième session, souligné l'importance qui s'attache à l'éducation, à la formation et au préinvestissement pour le développement économique des pays sous-développés

Invite les pays africains intéressés à consacrer la plus grande partie possible de leurs ressources au développement de l'éducation dans leurs territoires, conformément aux principaux objectifs du programme de cinq ans et au programme de vingt ans tels qu'ils sont exposés dans "l'Aperçu d'un plan de développement de l'éducation en Afrique";

Invite l'Unesco à entreprendre auprès des organismes internationaux compétents, des gouvernements et des institutions publiques ou privées susceptibles de fournir une aide importante les démarches nécessaires pour qu'ils contribuent au financement des programmes recommandés par la Conférence qui excéderaient les ressources normales actuelles des pays africains intéressés;

Invite l'Unesco à prêter son concours aux gouvernements intéressés pour les mettre en mesure d'assurer l'harmonisation des efforts nationaux et des efforts extérieurs nécessaires à la réalisation des programmes d'éducation adoptés;

Invite la Commission économique pour l'Afrique, les autres organismes intéressés des Nations Unies et tous les Etats, pays et organisations non gouvernementales ayant pris part à la Conférence à prêter leur appui et à participer à la mise en oeuvre de la présente résolution.

B. ECONOMIE ET EDUCATION

La Conférence déclare ce qui suit:

1. L'enseignement, dans des conditions appropriées, est un investissement productif et contribue à la croissance économique;
2. Le développement des ressources humaines est tout aussi urgent et tout aussi nécessaire que celui des ressources naturelles;

3. Les investissements dans l'enseignement sont des investissements à long terme, mais une planification judicieuse peut les rendre en même temps très productifs;
4. Le contenu de l'éducation doit répondre aux besoins du développement économique, une importance accrue étant accordée aux sciences et à leurs applications;
5. Etant donné le niveau actuel du développement de l'Afrique, il faut veiller avant tout à ce qu'une proportion adéquate de la population acquière dans les établissements secondaires et postsecondaires les divers types de formation spécialisée nécessaires pour le développement économique;
6. Les pays africains doivent s'attacher à généraliser l'enseignement primaire dans les vingt années à venir, tout en se préoccupant particulièrement de l'éducation des adultes et de la formation en cours d'emploi;
7. Des emprunts sans intérêt ou à faible intérêt, remboursables de préférence en monnaie locale et sur de longues périodes, constituent, avec les recettes fiscales et les subventions, un moyen approprié de financer certaines dépenses d'enseignement, renouvelables ou non renouvelables.
8. L'Unesco, la CEA et les Etats membres d'Afrique devraient entreprendre des études, des recherches, et des activités - selon les besoins - sur les points suivants:
 - (a) rapport entre les divers schémas de développement et les besoins en main-d'oeuvre;
 - (b) échelonnement dans le temps et équilibre à observer en ce qui concerne les facteurs relatifs à l'éducation et les facteurs économiques;
 - (c) priorités indispensables au développement d'un système d'éducation équilibré;
 - (d) bénéfices tirés sur le plan économique et social des investissements consacrés à l'éducation;
 - (e) intégration et coordination par chaque gouvernement de toutes les ressources - en argent et en nature, publiques et privées, intérieures et extérieures - dont peut disposer l'éducation;
 - (f) problèmes d'éducation que pose le passage de l'économie de subsistance à l'économie monétaire;
 - (g) méthodes d'enseignement, et en particulier moyens de réduire la durée des heures de travail des élèves ou le nombre d'élèves par maître;
9. Il apparaît urgent de créer en Afrique un ou plusieurs Instituts pour la recherche pédagogique et le développement de l'éducation.

C. OBJECTIFS DE L'EDUCATION

La Conférence recommande:

1. Que les objectifs du plan à long terme (1961-1980) soient les suivants:
 - (a) l'enseignement primaire sera universel, gratuit et obligatoire;

- (b) l'enseignement du second degré sera dispensé à 30 % des enfants ayant achevé leurs études primaires;
- (c) l'enseignement supérieur sera dispensé, le plus souvent en Afrique même, à environ 20 % des jeunes gens qui auront achevé leurs études secondaires;
- (d) l'on s'efforcera constamment d'améliorer la qualité des écoles et des universités africaines.

2. Que les objectifs du plan à court terme (1961-1966) soient les suivants:

- (a) le nombre des inscriptions dans l'enseignement primaire s'accroîtra chaque année d'une fraction de 5 % des enfants ayant atteint l'âge de la scolarité obligatoire, ce qui portera le taux d'inscription dans l'enseignement primaire de 40 % à 51 %;
- (b) le taux d'inscription dans l'enseignement secondaire passera de 3 à 9 %;
- (c) la formation des maîtres à tous les niveaux recevra une attention particulière, de même que les programmes d'éducation des adultes.

Ces objectifs peuvent s'exprimer en pourcentages par rapport à la population des groupes d'âge correspondants comme suit:

	<u>1960-61</u>	<u>1965-66</u>	<u>1970-71</u>	<u>1980-81</u>
Enseignement du premier degré	40	51	71	100
Enseignement du second degré	3	9	15	23
Enseignement supérieur	0,2	0,2	0,4	2

D. FINANCEMENT DE L'EDUCATION

La Conférence présente les recommandations suivantes:

I. Financement du plan

1. Que les Etats membres et les membres associés de l'Unesco et de la CEA en Afrique élèvent de 3 à 4 % d'ici 1965, et à 6 % d'ici 1980, le pourcentage du revenu national qu'ils réservent au financement de l'éducation;
2. Que des mesures appropriées soient prises en vue de réduire le coût de l'éducation, en veillant à améliorer l'organisation et la gestion de l'enseignement, en éliminant les gaspillages et les doubles emplois et en accélérant l'africanisation du personnel de l'enseignement;
3. Que les Etats membres de l'Unesco, l'Organisation des Nations Unies et les Institutions spécialisées, ainsi que les organismes publics et privés compétents, fournissent l'assistance accrue qui est indispensable aux pays africains pour satisfaire leurs besoins immédiats en matière d'éducation dans le cadre des plans à court terme et à long terme, soit:

	<u>Millions de dollars</u>		<u>Millions de dollars</u>
1961	140	1965	150
1962	150	1970	1.010
1963	260	1980	400
1964	310		

4. Que les Etats membres et les membres associés d'Afrique élaborent des plans nationaux de développement de l'éducation à court terme, en même temps que des projections à plus long terme, en s'inspirant des modèles approuvés par la Conférence, ce qui permettrait aussi de rectifier et de vérifier les présents plans grâce à l'emploi des techniques et méthodes en usage, selon les besoins.

II. Economies réalisables dans la gestion de l'enseignement

1. Que la décentralisation ou la déconcentration de l'administration de l'enseignement soit favorisée;
2. Que toute concurrence entre l'enseignement public et privé dans la localisation des établissements soit évitée, sans empêcher leur coexistence dans les centres où les uns et les autres peuvent attirer un nombre suffisant d'élèves;
3. Que des comités ou organismes consultatifs composés d'administrateurs, d'économistes et de spécialistes de l'éducation soient créés afin d'étudier les économies réalisables et les améliorations possibles dans la gestion de l'enseignement;
4. Que le recrutement de maîtres à temps partiel soit encouragé, à titre de mesure transitoire valable pour certains pays, et principalement dans l'enseignement secondaire et supérieur;
5. Que la production sur place de manuels scolaires (ou à défaut l'achat en gros de ces livres à l'étranger) soit encouragée partout où cela est possible et en liaison avec les Instituts pédagogiques nationaux; et que la location ou la revente au prix coûtant de ces manuels aux élèves soient favorisées;
6. Que les bâtiments et l'équipement des établissements secondaires soient utilisés, quand cela est possible et nécessaire, pour la formation des instituteurs;
7. Qu'une étude comparative du coût de l'éducation en Afrique soit entreprise, de manière à permettre à chaque pays de voir comment il se situe, à cet égard, par rapport aux autres pays;
8. Qu'une politique d'économie ne soit pas appliquée au détriment de la qualité de l'enseignement;
9. Que la réalisation d'économies sur les constructions scolaires soit encouragée, notamment grâce aux travaux du Groupe central de planification scolaire de l'Unesco, ainsi que du Centre consultatif pour la construction scolaire qu'il est proposé de créer.

III. Méthodes de financement

1. Que, pour assurer l'augmentation des budgets nationaux de l'éducation, on fasse appel à de nouvelles sources de financement public et privé, intérieur et extérieur, afin de mobiliser l'ensemble des ressources matérielles et humaines;
2. Que le système des taxes d'apprentissage soit employé en vue de financer des programmes de formation professionnelle;
3. Que la pratique suivie dans certains pays et consistant à affecter à l'enseignement et à la formation, ainsi qu'à la création d'une Banque de l'éducation, un pourcentage des dépenses en capital engagées à l'occasion des grands travaux soit étudiée et appliquée s'il y a lieu;
4. Que la répartition des charges financières entre les autorités centrales et les autorités locales soit organisée en éliminant tout chevauchement ou double emploi, et en maintenant les critères de qualité;
5. Que dans les cas appropriés, le financement par voie d'emprunt soit utilisé en vue du développement de l'enseignement; à cet égard, la Conférence déclare ce qui suit:

Considérant :

Que toutes les délégations ont fait ressortir les besoins immenses de leurs pays en établissements d'enseignement;

Que le problème du recrutement du personnel enseignant nécessaire - en qualité et en quantité - est en partie lié à la solution qui pourra être apportée au problème que pose le logement de ce personnel;

Que, dans le cadre d'une politique harmonisée de développement, la Conférence a reconnu l'urgence prioritaire des investissements en matière d'enseignement;

Que le problème majeur à résoudre reste celui du financement de ces investissements;

Que les nouveaux Etats africains doivent faire face à de nombreuses et lourdes charges financières;

Que les concours qui leur sont actuellement acquis ne suffisent pas à couvrir la totalité des besoins à satisfaire;

Les Gouvernements des Etats membres et des Membres associés d'Afrique sont invités à intervenir, avec l'aide de l'Unesco, auprès des gouvernements et des organismes internationaux compétents, ainsi que des organismes publics et privés, afin que ces organismes financent au moyen de prêts à long terme - sans intérêt ou à faible taux d'intérêt - un programme supplémentaire de constructions de locaux scolaires et de logements de personnel enseignant qui s'ajoutera aux programmes normaux actuellement financés par les budgets nationaux et l'aide extérieure.

E. PLANIFICATION DE L'ENSEIGNEMENT

I. Problèmes essentiels concernant la planification de l'enseignement

La Conférence recommande:

1. Que les besoins en main-d'oeuvre hautement qualifiée fassent l'objet d'estimations précises;
2. Que, pour résorber les excédents de main-d'oeuvre non qualifiée:
 - (a) l'enseignement primaire reçoive une orientation pratique et soit suffisamment développé et étendu pour cesser d'être un facteur d'abandon des campagnes au profit des villes;
 - (b) tous les enfants susceptibles de profiter de l'enseignement du second degré ou de l'enseignement technique aient accès aux établissements correspondants dès que possible;
 - (c) les conditions d'existence dans les campagnes soient améliorées par un vigoureux effort d'aménagement du territoire et de développement communautaire;
 - (d) le statut agraire et le régime de succession immobilière soient, le cas échéant, modifiés.
3. Qu'en raison de l'insuffisance des ressources, les gouvernements établissent des priorités entre les différents degrés et les différents types d'enseignement, tout en assurant un développement équilibré de ces degrés et de ces types d'enseignement étroitement complémentaires, et en restant fidèles au principe de l'enseignement primaire universel, gratuit et obligatoire;
4. Que la formation des maîtres et l'adaptation et la réforme du contenu de l'enseignement soient considérées comme prioritaires, et que la notion de priorité soit appliquée aux besoins qualitatifs comme aux besoins quantitatifs;
5. Que l'enseignement technique et professionnel et la formation spécialisée soient considérablement développés dans les pays africains pour répondre aux progrès techniques récents et aux exigences de leur développement, l'équilibre entre l'enseignement général et l'enseignement technique étant établi en fonction de besoins objectivement déterminés;
6. Que, puisque la profession enseignante souffre d'une défaveur marquée, des mesures soient prises pour améliorer la condition du personnel enseignant tant sur le plan des traitements que sur celui du prestige attaché à cette fonction;
7. Que, tant que les Etats africains n'auront pas formé leurs propres cadres, notamment leurs cadres supérieurs, le recours à des spécialistes et à des professeurs étrangers, ainsi que l'octroi de bourses de formation à l'étranger, soient prévus dans le cadre d'arrangements bilatéraux et multilatéraux;

8. Que les Etats africains utilisent les techniques et les auxiliaires pédagogiques les plus modernes, qui peuvent pallier dans une certaine mesure les insuffisances quantitatives et qualitatives en personnel enseignant sans toutefois pouvoir remplacer le contact du maître.

II. Etapes du processus de planification

1. Qu'une estimation des besoins futurs de main-d'oeuvre selon la double classification par profession et par niveau d'instruction soit effectuée pour chaque pays avec l'aide de l'Unesco;

2. Que des prévisions relatives au nombre de diplômés qui sont actuellement censés sortir chaque année des établissements d'enseignement primaire, secondaire et supérieur soient établies dans chaque pays avec l'aide de l'Unesco;

3. Qu'une estimation soit faite des besoins futurs en personnel de niveau supérieur recruté à l'étranger, par grandes catégories professionnelles, ainsi que de la durée de ces besoins, compte tenu de l'intérêt qui s'attache à tirer le meilleur parti des ressources très limitées existant dans le monde à cet égard;

4. Qu'étant donné que l'enseignement ne suffit pas à assurer la formation de certains types de main-d'oeuvre, les employeurs en partagent la responsabilité, selon des formules adoptées conjointement par l'Etat et l'entreprise privée;

5. Qu'une estimation des augmentations d'effectifs nécessaires à long terme dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur ainsi que dans l'enseignement général, l'enseignement technique et l'enseignement normal soit effectuée dans chaque pays, avec l'aide de l'Unesco;

6. Qu'une évaluation critique des changements qualitatifs à long terme nécessaires dans l'ensemble du système d'enseignement soit effectuée par chaque pays.

III. Mécanismes nécessaires en vue de la planification

1. Que les Ministères de l'éducation créent des Services de planification dotés d'un personnel suffisant et dont les attributions seront les suivantes: rassembler des statistiques sur l'éducation, déterminer le coût des plans relatifs à l'éducation, faire des recommandations en ce qui concerne la réforme et la révision des programmes d'études, planifier le recrutement et la formation des maîtres, établir des prévisions à long terme quant aux besoins en matière d'éducation, effectuer des recherches sur les méthodes pédagogiques nouvelles, formuler des plans pour le financement de l'éducation, et en particulier pour la coordination de l'aide extérieure;

2. Que chaque pays crée, au sein d'un Ministère ou sous forme d'une Commission interministérielle, une Commission de la main-d'oeuvre chargée d'évaluer les ressources et les besoins actuels en main-d'oeuvre, d'établir des prévisions à long terme concernant les besoins futurs, de mettre au point des programmes d'éducation et de formation de la main-d'oeuvre, et de déterminer la politique à suivre en matière de recrutement de main-d'oeuvre étrangère hautement qualifiée, ainsi que

les mesures à prendre en matière de sécurité sociale dans le cadre des plans nationaux de développement économique et social, en étudiant notamment le problème des "stimulants";

3. Qu'il soit créé, dans tous les pays où il n'existe pas encore de Ministère du plan ou de Commissariat au plan, une Commission interministérielle chargée de la planification coordonnée du développement économique et social, qui sera directement rattachée au Cabinet du Premier Ministre. Le représentant du Ministère de l'éducation au sein de cette Commission devra faire accorder à l'éducation la place qui lui revient en tant qu'investissement productif et facteur de base du développement.

F. REFORME DU CONTENU DE L'EDUCATION

La Conférence recommande:

1. Etant donné que le contenu actuel de l'éducation ne correspond ni à la réalité africaine, ni à l'hypothèse de l'indépendance politique, ni aux caractéristiques d'un siècle essentiellement technique, ni aux exigences d'un développement économique équilibré comportant une industrialisation rapide, mais qu'il fait appel à des références à un milieu non africain et ne permet pas à l'intelligence, à l'esprit d'observation et à l'imagination créatrice de l'enfant de s'exercer librement, et de l'aider à se situer dans le monde,- que les autorités chargées de l'éducation dans les pays africains révisent le contenu de l'enseignement en ce qui concerne les programmes, les manuels scolaires et les méthodes, en tenant compte du milieu africain, du développement de l'enfant, de son patrimoine culturel et des exigences du progrès technique et du développement économique, notamment de l'industrialisation;

2. De développer l'enseignement des matières scientifiques et techniques, de façon à assurer dans les délais les plus courts la formation d'un personnel hautement qualifié (chercheurs, ingénieurs, professeurs de sciences, économistes, financiers, statisticiens);

3. De réformer les programmes en réduisant la place faite aux études classiques et en mettant fin au traitement préférentiel donné à l'enseignement de l'histoire et de la géographie des pays non africains;

4. Que soit retenu des sciences humaines tout ce qui peut contribuer à former la personnalité, et que l'éducation des pays africains, tout en tirant son inspiration du passé de l'Afrique, ne la ferme pas au reste du monde. Les Etats africains doivent réaliser, dans leurs programmes, la synthèse de leurs propres valeurs et des valeurs universelles, en procédant à l'étude et aux modifications nécessaires des attitudes traditionnelles.

G. CARACTERISTIQUES D'UN ENSEIGNEMENT GENERAL REPOUNDANT AUX EXIGENCES DE LA FORMATION TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE SPECIALISEE

I. Enseignement du premier degré

La Conférence recommande:

1. Que l'enseignement primaire comprenne environ six années d'études qui auront un caractère général et non professionnel; qu'il vise cependant, par certains de ses aspects, à donner aux enfants le goût et le respect du travail manuel, à les habituer à exercer des activités créatrices, et à les inciter à aborder avec intelligence les problèmes pratiques qui se posent au foyer et dans la collectivité;

2. Que les principaux éléments inscrits au programme de l'enseignement primaire soient les suivants: une langue pour les rapports quotidiens, une langue de grande diffusion, des travaux manuels, des notions d'arithmétique, une introduction à l'étude de la nature, des notions d'instruction civique et de morale, des notions sur le corps humain et son fonctionnement, et la formation d'habitudes saines en matière d'hygiène et d'alimentation;

3. Que les activités scolaires définies ci-dessus soient exercées à la fois dans le cadre de programmes structurés (arithmétique, langues, etc.) et sous la forme d'activités libres (callisthénie, musique, etc.).

II. Enseignement général du second degré

La Conférence recommande:

4. Que, sous réserve des variations que peuvent exiger certaines conditions particulières, l'enseignement secondaire comprenne au moins six autres années d'études scolaires, divisées en deux cycles de trois ans.

5. Que, durant le premier cycle, les études aient un caractère général et orientent chaque élève vers la section du deuxième cycle qui répond à ses aptitudes et à ses capacités;

6. Que les programmes de l'enseignement secondaire du premier cycle soient composés de quelques vastes domaines d'études, tels que les suivants: formation pratique, activités artistiques et culturelles, études sociales, formation morale, langues (langue maternelle ou langue nationale, plus une seconde langue), hygiène et éducation physique, sciences exactes (y compris les mathématiques) et naturelles ;

7. Qu'au niveau du deuxième cycle un certain nombre de matières soient étudiées par tous les élèves, et qu'un choix entre diverses spécialisations, pouvant orienter les élèves vers telle ou telle carrière, soit offert;

8. D'organiser, lorsque la chose est possible, différentes sections spécialisées au sein d'un seul établissement plutôt que de créer divers types d'écoles;

9. De faire commencer sérieusement, dès le début du deuxième cycle, l'étude des sciences naturelles et des mathématiques aux élèves qui ont l'intention d'entrer ensuite dans des établissements d'enseignement technique ou professionnel;

10. D'organiser à ce niveau l'enseignement des sciences de manière à familiariser les élèves de façon systématique avec les différents aspects du monde matériel et à leur faire comprendre la nature de la science;

11. Dans les pays où une forte proportion des filles ne terminent pas leurs études, d'examiner la possibilité de faire une place à la formation professionnelle plus tôt qu'ailleurs;

12. De mettre en oeuvre des programmes à court terme d'enseignement technique et professionnel visant à une formation accélérée en cours d'emploi, afin de constituer un cadre de techniciens compétents à tous les niveaux.

H. EDUCATION DES ADULTES

La Conférence recommande:

1. Que les gouvernements étudient, s'il y a lieu, l'opportunité d'adopter des textes législatifs ou de publier une déclaration de principe pour donner une impulsion nouvelle à l'éducation des adultes;

2. Que l'organisme gouvernemental responsable au premier chef de l'alphabétisation et de l'éducation postscolaire soit le Ministère de l'éducation, où il est bon qu'il existe un Département de l'éducation des adultes;

3. De prévoir, lorsque différents départements et ministères s'occupent de l'éducation des adultes, une certaine coordination, qui pourrait être assurée par une Commission interdépartementale;

4. D'utiliser pleinement et d'une manière efficace, pour assurer le développement et l'extension de l'éducation des adultes en Afrique, les ressources des organisations bénévoles et non gouvernementales, et de créer, le cas échéant, de nouvelles organisations d'éducation des adultes;

5. Que le Secrétariat de l'Unesco, lors de la préparation du Projet de programme destiné à être soumis à la Conférence générale, et la Conférence générale, lors de l'approbation du programme et du budget pour 1963-1964, reconnaissent la nécessité d'augmenter les crédits affectés par l'Unesco à l'éducation des adultes et aux activités de jeunesse; et que les Etats africains, reconnaissant également cette nécessité, tirent parti de toutes les ressources appropriées pour financer le développement et l'amélioration de l'éducation des adultes;

6. D'accélérer l'exécution des programmes éducatifs et culturels destinés aux femmes, de manière que celles-ci puissent contribuer pleinement au bien-être de la collectivité;

7. Que, le choix des langues à utiliser pour l'éducation des adultes incombant aux gouvernements et dépendant de considérations linguistiques, sociales et économiques qui varient d'un pays à l'autre, et les langues choisies n'étant pas nécessairement les mêmes pour l'éducation des adultes et pour l'éducation scolaire, les études linguistiques et pédagogiques nécessaires soient entreprises dans ce domaine. Une fois le choix fait, ces études devraient être poursuivies de manière à faciliter l'utilisation efficace et l'adaptation à des conditions nouvelles de la ou des langues d'enseignement.

8. Que l'on commence, lors du lancement de nouvelles campagnes d'alphabétisation, par organiser un nombre limité de projets locaux ou de cours réservés à certains groupes spéciaux ou aux habitants de certaines zones; que les gouvernements subventionnent la production de matériel d'alphabétisation et de textes de lecture complémentaires qui seront mis en vente à bon marché, et qu'aucune campagne d'alphabétisation des adultes ne soit entreprise avant qu'on ne puisse produire régulièrement une quantité suffisante de textes pour ceux qui ont appris à lire;

9. Là où des instituteurs sont chargés d'alphabétiser les adultes, qu'ils soient initiés, au cours d'une brève période de formation, aux conceptions et aux méthodes nouvelles qu'ils auront à adopter;

10. Que les gouvernements ayant l'intention d'organiser de vastes campagnes nationales de lutte contre l'analphabétisme, et qui rencontrent des difficultés par suite de la pénurie de maîtres, étudient la possibilité de recruter les jeunes gens en vue d'un Service civil d'alphabétisation pouvant, le cas échéant, remplacer le service militaire;

11. Que, lors de l'établissement des plans de nouveaux bâtiments scolaires, l'on prévoie leur utilisation pour l'éducation des adultes et pour les activités extra-scolaires à l'intention des jeunes;

12. Que les gouvernements fassent tous leurs efforts pour améliorer et développer leurs services de radiodiffusion éducative, et pour créer, dès qu'ils le peuvent, des services de télévision éducative à l'intention des adultes;

13. Qu'étant donné les difficultés matérielles, financières et techniques qui entravent le développement de ces méthodes d'éducation nouvelles et efficaces, l'Unesco poursuive ses recherches dans ce domaine en organisant: des réunions d'experts et des expériences-pilotes, et qu'elle tienne les gouvernements africains au courant de toutes les possibilités nouvelles qui pourraient être ainsi mises en lumière;

14. Que la presse soit encouragée à faire tout son possible pour contribuer à l'éducation des adultes et à l'alphabétisation;

15. Que les gouvernements créent des Instituts de recherche pour l'éducation des adultes, des moyens de formation pour toutes les catégories de personnel nécessaire à l'éducation des adultes et aux activités de jeunesse, des Centres ou des Services pour la production de matériel d'alphabétisation et de texte de lecture, des services de bibliothèques (assurant notamment l'envoi de caisses de livres aux personnes qui habitent dans des régions isolées, et des Centres de production d'auxiliaires audio-visuels.

I. COOPERATION DES PAYS AFRICAINS DANS LE DOMAINE DE L'EDUCATION

La Conférence recommande:

1. Qu'étant donné la situation actuelle des Etats membres et des Membres associés africains, qui se trouvent à des niveaux de développement différents tant dans

le domaine de l'éducation que sur le plan économique, l'établissement d'une coopération entre les pays africains soit encouragée en vue de permettre et d'accélérer l'extension de l'éducation et le progrès social et économique sur ce continent ;

2. Que cette coopération soit développée d'urgence, au moyen d'accords régionaux et sous-régionaux, avec l'aide de l'Unesco et des autres organismes compétents, notamment dans les domaines suivants : formation des maîtres, production de manuels et de matériel de lecture, enseignement supérieur, recherche et documentation pédagogique, planification de l'enseignement, réforme des programmes d'études, Instituts pour le développement de l'éducation et la recherche pédagogique, etc.

J. APPLICATION DES PRESENTES DECISIONS ET CONVOCATION D'UNE NOUVELLE CONFERENCE

La Conférence recommande

Que l'Unesco convoque en 1963, conjointement avec la Commission économique pour l'Afrique, une Conférence d'Etats africains sur le développement de l'éducation en Afrique dont le mandat serait le suivant :

- (a) réviser les objectifs définis et les hypothèses de coûts retenues pour l'établissement du Plan de développement de l'éducation à court terme et à long terme préparé pendant la présente Conférence ;
- (b) comparer et analyser les plans nationaux de développement de l'éducation qui auront été dressés entre-temps dans les différents pays, et mesurer leurs effets sur les modèles d'ensemble élaborés pendant la présente Conférence ;
- (c) favoriser l'intégration des plans de développement de l'éducation dans les programmes nationaux de développement économique et social.